

Décision n°D_2026_164

CRECHES

ACHAT D'ELECTRODES DE REMPLACEMENT POUR LES DEFIBRILLATEURS DES CRECHES DU SIVOM DE LA COMMUNAUTE DU BETHUNOIS AUPRES D'UNE CENTRALE D'ACHAT

Nous, Pierre-Emmanuel GIBSON, Président du SIVOM de la Communauté du Béthunois,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5211-10,

Vu la délibération n° DCS_2026_008 du Comité syndical en date du 22 avril 2026, autorisant le Président, notamment à prendre toute décision concernant la passation de commandes auprès d'une centrale d'achat conformément aux règles en vigueur,

Considérant la nécessité de remplacer les électrodes des défibrillateurs des crèches « Les petites étoiles » à Lapugny, et « Les coccinelles » à Verquigneul,

Considérant qu'il convient de signer avec l'UGAP le devis ayant pour objet le remplacement de ces éléments afin d'assurer la continuité des dispositifs de secours,

DECIDONS :

ARTICLE 1er : De signer les bons de commande avec l'UGAP, Centrale d'achat public, située 1 boulevard Archimède - Champs sur Marne - 77444 Marne la Vallée Cedex 2, ayant pour objet l'acquisition :

- d'une paire d'électrodes pédiatriques non préconnectées et d'une paire d'électrodes adulte préconnectées pour le défibrillateur de la crèche « Les petites étoiles » de Lapugny pour un montant de 123,24 € HT,
- d'une paire d'électrodes pédiatriques non préconnectées et d'une paire d'électrodes adulte préconnectées pour le défibrillateur de la crèche « Les coccinelles » de Verquigneul pour un montant de 123,24 € HT.

ARTICLE 2 : Les dépenses inhérentes au montant cité en article 1er seront imputées aux budgets et compétences des services concernés.

ARTICLE 3 : La Directrice Générale des Services du SIVOM de la Communauté du Béthunois et la Responsable du Service de Gestion Comptable de Béthune sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision.

Béthune,



Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux par saisine de son auteur ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.